

Éditorial

Ce numéro spécial marque le cinquantième anniversaire de la revue *Économie et Statistique*, maintenant *Economie et Statistique / Economics and Statistics*. Adoptant, naturellement, une perspective de longue période, il réunit une série d'articles portant sur quelques-unes des grandes tendances de l'économie française au cours de ce demi-siècle ou des dernières décennies en matière de partage de la valeur ajoutée, de croissance et de répartition des revenus, de transformations du marché du travail et de la structure sociale et d'inégalités ; il aborde aussi les nouveaux enjeux de nos économies, avec la question de l'intelligence artificielle d'une part, l'émergence de la préoccupation environnementale d'autre part. Enfin, deux articles sont également consacrés à l'évolution de quelques-unes des techniques mobilisées par les articles de la revue : méthodes d'évaluation économétrique des politiques publiques, modèles de microsimulation. Cette collection d'articles n'a pas de prétention à l'exhaustivité : il était impossible de revenir sur l'ensemble des thèmes abordés dans les quelque 500 numéros publiés sur les cinq dernières décennies. Mais elle est illustrative du chemin parcouru et du créneau désormais occupé par la revue : une revue de niveau académique, consacrée à l'éclairage quantitatif de l'économie et la société, proposant des articles qui mobilisent nombre de données produites par le système statistique public, que leurs auteurs appartiennent ou non à ce système statistique public.

Ce positionnement est le fruit d'une évolution progressive. Lorsque la revue a été créée, Jean Ripert, le Directeur général de l'Insee, la présentait dans l'éditorial du premier numéro comme « la revue centrale de l'Insee, à l'intention des spécialistes mais aussi d'un public non spécialisé » (Jean Ripert, 1969. La réforme des publications à l'Insee, *Économie et Statistique* n°1, pp. 3-5). Il s'agissait de présenter « les travaux de l'institut », de « guider le lecteur dans la production statistique », de « décrire et faire connaître les informations disponibles ». Il ajoutait que l'Insee ne pouvait pas avoir la prétention de toucher tous les publics à la fois de manière efficace, mais que sa responsabilité était de « prendre en charge le premier relais » et « de faciliter la tâche de ceux qui viennent en aval : presse mais aussi corps intermédiaires, associations, enseignants, entreprises, etc. »

C'est sur ce mode qu'a d'abord fonctionné la revue, avant d'évoluer vers un créneau plus nettement ancré du côté de la recherche : ce n'est plus une revue centrée sur la diffusion des travaux des statisticiens de l'Insee – l'offre éditoriale de l'institut s'est étoffée, qui remplit cet objectif – mais une revue académique publiée par un institut statistique, ce qui n'a d'ailleurs guère d'équivalent dans le monde. La revue a évolué donc, mais les ambitions sont les mêmes : éclairer le débat économique et social à l'épreuve des faits et des observations, et permettre à tous les relais d'opinion d'utiliser la publication pour la faire parler au plus grand nombre. Il faut concilier en permanence deux exigences qui ne peuvent pas être contradictoires : la qualité des analyses d'une part, la clarté de l'expression d'autre part.

La revue n'est donc plus l'apanage des économistes-statisticiens de l'Insee, elle s'est ouverte peu à peu aux contributeurs extérieurs dans les années 1990 et ils sont désormais très majoritaires. Faut-il le regretter ? Certainement pas, car c'est le reflet d'une évolution très positive : la possibilité pour tous les chercheurs, qu'ils soient ou non de l'Insee, d'avoir accès à toute l'information collectée par la statistique publique, les statistiques agrégées bien sûr, mais aussi les données individuelles de ménages ou d'entreprises qui sont porteuses de tant d'études. Le temps n'est plus où seul un chercheur de l'Insee pouvait avoir accès à certaines données d'enquêtes ou à certains fichiers administratifs.

Parallèlement, les standards de qualité ont augmenté. À l'origine, la publication était soumise à une simple validation hiérarchique interne. Les manuscrits sont maintenant évalués systématiquement par des rapporteurs anonymes dans un cadre standard de revue par les pairs, et la revue, comme toute revue académique, s'est dotée d'une gouvernance, avec l'instauration d'un conseil scientifique en 2003 et d'un comité éditorial en 2014.

Ces transformations ont eu un corollaire naturel : les articles ne reflètent pas forcément la position de l'Insee. Il est systématiquement rappelé que « les jugements et opinions exprimés par les auteurs n'engagent qu'eux-mêmes, et non les institutions auxquelles ils appartiennent, ni *a fortiori* l'Insee. Cette précaution n'est pas toujours suffisante, et lorsqu'un article fait débat, il est souvent présenté comme « une étude de l'Insee ». Pour le directeur de publication que je suis, cette confusion est regrettable, mais elle ne nous conduit pas, elle ne doit pas nous conduire, à contourner un sujet ou évincer un article au motif qu'il pourrait porter à polémique. Éclairer le débat, en pratique, cela ne peut pas toujours se faire en restant à l'extérieur du débat.

Les rédactions en chef successives ont eu et ont toujours à cœur de faciliter l'accès aux analyses, en particulier avec des encadrés. Initialement destinés à accueillir les développements les plus techniques pour qu'ils ne nuisent pas à la fluidité de la lecture, ils permettent aussi une présentation rigoureuse des sources mobilisées et de leur éventuel traitement. J'ai conscience que cette pratique n'est pas le standard des revues académiques mais je défends ce modèle original – et ô combien utile à mes yeux – d'une publication tout à la fois exigeante et qui veut rester à la portée d'un lectorat qui n'est pas nécessairement spécialiste des sujets traités.

Ces toutes dernières années, la revue a poursuivi sa mue avec une volonté d'ouverture plus internationale ; *Économie et Statistique* est ainsi devenue « *Economie et Statistique/ Economics and Statistics* », avec son édition simultanée en français et en anglais, les deux disponibles sur insee.fr. Mais elle reste fidèle aux mêmes orientations, l'ouverture thématique et disciplinaire, le double ancrage dans la statistique publique et la recherche, qui lui donnent une place particulière tant à l'Insee que dans le champ des revues françaises.

En souhaitant que cet anniversaire soit suivi par beaucoup d'autres, je tiens à remercier les différentes rédactions en chef qui se sont succédé depuis 1969, les chercheurs qui ont accepté de participer au conseil scientifique ces quinze dernières années, et tous les rapporteurs qui œuvrent dans l'anonymat.

Jean-Luc Tavernier
Directeur général de l'Insee, directeur de la publication

Précédent-e-s rédacteurs et rédactrices en chef :

Michel-Louis Lévy (1969-1972) ; Alain Desrosières (1973-1974) ; Bruno Durieux (1975) ; Catherine Blum-Girardeau (1975-1980) ; Claude Thélot (1981-1982) ; Daniel Temam (1983-1985) ; Alain Charraud (1986-1989) ; Philippe Domergue (1989-1993) ; Pierre Morin (1993-2011) ; Didier Blanchet (2011-2015) ; Laurence Bloch (2016-2018).

Ancien-ne-s membres du Conseil Scientifique :

Antoine d'Autume (2004-2011) ; Lionel Fontagné (2004-2007) ; Jacques Freyssinet (2004-2009) ; Olivier Galland (2004-2007) ; Stéphane Grégoir (2004-2009) ; Roger Guesnerie (2004-2007) ; François Héran (2004-2011) ; Pierre Mohnen (2004-2007) ; Pierre Pestieau (2004-2009) ; Patrick Sevestre (2004-2007) ; Alain Chenu (2008-2017) ; Brigitte Dormont (2008-2012) ; Philippe Martin (2008-2009) ; Henri Sneessens (2008-2011) ; Antoine Bouët (2010-2015) ; David de la Croix (2010) ; Dominique Goux (2010-2015) ; Joël Maurice (2010-2018) ; Catherine Sofer (2012-2017).